

LES BAUX DU GOUVERNEMENT AVEC LES COMPAGNIES DE
TÉLÉPHONE

Question n° 784—**M. Bawden:**

1. Quels sont les détails du bail du gouvernement avec *a)* Bell Canada, *b)* le Réseau téléphonique transcanadien et *c)* d'autres compagnies de téléphone au Canada?

2. Dans chaque cas, quelle est la ventilation des coûts?

(Le document est déposé.)

LES UNITÉS DE LOGEMENTS, DE 1968 À 1975

Question n° 786—**M. Gilbert:**

1. De 1968 à 1975, quel était le nombre annuel d'unités de logements *a)* au Canada, *b)* dans chaque province?

2. Pour chacune de ces mêmes années, quel était, le cas échéant, le nombre d'unités de logements *a)* au Canada, *b)* dans chaque province, classés (i) logements pour les personnes à revenu modique (ii) logements des sociétés sans but lucratif (iii) logements coopératifs (iv) logements locatifs financés (v) logements pour les ruraux et les autochtones (vi) logements construits par entente fédérale-provinciale (vii) logements pour étudiants (viii) logements sociaux?

(Le document est déposé.)

LES SONDAGES D'OPINION PUBLIQUE

Question n° 877—**M. Beatty:**

1. L'an dernier, le gouvernement a-t-il effectué ou commandé des sondages d'opinion publique et, dans l'affirmative, *a)* lesquels, *b)* dans chaque cas, (i) quel en était l'objet (ii) à quelle date a-t-il été effectué (iii) pour quel organisme ou individu a-t-il été fait (iv) par qui le sondage a-t-il été mené (v) combien a-t-il coûté aux contribuables (vi) quelle était la taille de l'échantillon (vii) de quels groupes les personnes interrogées faisaient-elles partie (viii) quelle mesure, s'il y a lieu, a été prise à la suite du sondage (ix) de qui peut-on obtenir une copie du sondage?

2. Quels autres sondages d'opinion publique sont envisagés pour l'année 1976?

(Le document est déposé.)

L'EMBAUCHE À FORFAIT DE RÉDACTEURS DE DISCOURS

Question n° 941—**M. Beatty:**

1. Entre le 1^{er} mars 1975 et le 5 novembre 1976, combien de fois un ministre de la Couronne a-t-il eu recours ou s'est-il entendu autrement pour obtenir les services d'un rédacteur de discours à la pige ou à contrat?

2. Dans chaque cas, *a)* de quel ministre s'agissait-il, *b)* quel été le tarif payé, *c)* à quelle occasion le discours a-t-il été écrit, *d)* qui en était le rédacteur?

(Le document est déposé.)

S.C.H.L.—LES CONSULTANTS DE L'EXTÉRIEUR

Question n° 948—**M. Howie:**

Des consultants de l'extérieur ont-ils été employés par la S.C.H.L. du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} novembre 1976 et, dans l'affirmative, *a)* combien, *b)* qui étaient ces sociétés ou ces personnes, *c)* quelle somme a été versée dans chaque cas, *d)* dans quel but ont-elles été employées, *e)* un rapport a-t-il été publié dans chaque cas et, dans la négative, le sera-t-il?

(Le document est déposé.)

LES ÉTUDES SUR L'ADMINISTRATION OU LES SERVICES DU
GOUVERNEMENT

Question n° 955—**M. Howie:**

1. A-t-on mené des études pour déterminer quelles sphères de l'administration gouvernementale ou quels services gouvernementaux pourraient être confiés à contrat à l'entreprise privée et, dans l'affirmative, *a)* quand, *b)* par qui, *c)*

Questions au Feuilleton

ont-elles été suivies d'un rapport écrit, *d)* chacune de ces études sera-t-elle, éventuellement, publiée?

2. Ces études ont-elles été préparées par des consultants indépendants et, dans l'affirmative, *a)* par lesquels, *b)* quels honoraires ont été versés à chacun?

(Le document est déposé.)

LA DIOXINE

Question n° 1031—**M. Nystrom:**

1. Combien de produits contenant l'agent nocif connu sous le nom de dioxine sont mis sur le marché canadien?

2. Quels en sont les fabricants au Canada ou aux États-Unis?

3. Quelles marges de tolérance a-t-on établies au sujet de la dioxine contenue dans les différents produits?

4. Quelles méthodes emploie-t-on pour s'assurer que les différents fabricants respectent les marges de tolérance fixées par le gouvernement?

5. Combien dépense-t-on au Canada pour mettre au point des produits ne contenant pas de dioxine?

6. *a)* Combien a-t-on dépensé au Canada pour les recherches actuellement en cours ou récemment complétées sur les effets possibles sur l'organisme des produits contenant cet agent nocif, *b)* quelles en sont les conclusions?

7. A-t-on effectué des recherches sur les effets cumulatifs des produits contenant de la dioxine et, dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

8. A-t-on effectué des recherches au Canada ou dans un autre pays, sur les effets de la dioxine combinée à d'autres agents chimiques qu'on pourrait utiliser simultanément avec des produits contenant de la dioxine et, dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

9. *a)* Selon le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, quel taux de dioxine a-t-on utilisé au Canada ces cinq dernières années, *b)* a-t-il augmenté ou diminué pendant cette période de temps, *c)* quel était-il l'an dernier?

10. *a)* Selon le Ministère, quel taux de dioxine a-t-on utilisé aux États-Unis ces cinq dernières années, *b)* a-t-il augmenté ou diminué pendant cette période de temps, *c)* quel était-il l'an dernier?

11. *a)* Existe-t-il des interdictions concernant l'utilisation près des habitations de produits contenant de la dioxine, *b)* y a-t-il d'autres interdictions quant à l'utilisation de ces produits?

12. Existe-t-il d'autres produits qui ne contiennent pas de dioxine et qui seraient aussi efficaces que ceux qui en contiennent et, dans la négative, effectue-t-on actuellement des recherches à ce sujet?

13. Y a-t-il des cas de nouveaux-nés anormaux, d'enfants morts-nés ou d'enfants gravement malades au Canada ou aux États-Unis qu'on puisse rattacher à l'emploi d'herbicides contenant de la dioxine et, dans l'affirmative, quels en sont les détails?

14. Les ministères utilisent-ils des produits contenant de la dioxine et, dans l'affirmative, *a)* lesquels, *b)* en quelle quantité, *c)* doivent-ils obtenir une autorisation à cet effet?

15. Le gouvernement a-t-il étudié la possibilité de prohiber les produits contenant de la dioxine et, dans la négative, pourquoi?

(Le document est déposé.)

L'EFFECTIF DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE ET DU BUREAU
DU CONSEIL PRIVÉ

Question n° 1072—**M. Munro (Esquimalt-Saanich):**

1. Au cours des années financières *a)* 1972-1973, *b)* 1973-1974, *c)* 1974-1975, *d)* 1975-1976, quel était l'effectif du (i) Bureau du Premier ministre (ii) Bureau du Conseil privé?

2. Au cours de ces mêmes années, quelle était la répartition des employés par niveau, classe ou catégorie d'emplois?

3. Au cours de ces mêmes années, combien d'employés de chaque catégorie décrite à la partie 2 ont été embauchés à la suite *a)* d'un concours de la Commission de la Fonction publique ouvert à tous les employés, *b)* d'une mutation d'un autre ministère, *c)* d'une nomination par décret ministériel, *d)* d'une désignation par un ministre ou par le Premier ministre?